



4000 suppressions de postes, maintien des « groupes de besoins », 3 jours de carence et remise en cause du droit à arrêt-maladie rémunéré, blocage des salaires...

Partout, réunissons-nous pour préparer la grève et imposer le retrait de ces mesures, de toutes les mesures de destruction de l'école publique !

Le 14 octobre, avant même les annonces sur la remise en cause du droit à congé maladie, tous les syndicats nationaux de l'enseignement ont notifié à la ministre « *une alerte sociale préalable au dépôt d'un préavis de grève national unitaire, à compter du lundi 4 novembre 2024* », contre la suppression de 4000 postes.

Rejetant la revendication unitaire d'annulation de ces suppressions de postes, le gouvernement a durant les congés d'automne annoncé de nouvelles attaques sans précédent contre le statut de la Fonction publique, l'École, les enseignant·es et l'ensemble des agent·es de la Fonction publique :

- le passage d'un à trois jours de carence pour les fonctionnaires, et une réduction des conditions d'indemnisation à taux plein les trois premiers mois en le remplaçant par un taux à 90%. Au final, se soigner deviendrait un luxe pour les enseignant·es et tou·tes les agent·es de l'éducation nationale ! Ce sont des centaines d'euros de perte que subiraient nos collègues à chaque arrêt de travail prescrit par leur médecin.
- le blocage du point d'indice, donc le gel des traitements indiciaires de tous les agent·es, pour 2024 et 2025 !
- la suppression de la GIPA (garantie individuelle de pouvoir d'achat).
- Le maintien des groupes de niveaux (requalifiés en groupes de besoins) pour les classes de 6^{ème}/5^{ème} et une mise en œuvre « adaptée » en 4^{ème}/3^{ème}...

Toutes ces mesures s'opposent aux revendications sur lesquelles se sont fortement mobilisés parents et enseignant·es l'an dernier (abrogation du choc des savoirs, attribution des moyens nécessaires à l'école publique pour alléger les effectifs dans les classes, rénover les bâtis, etc.). C'est toute une politique contre la Fonction publique, l'école publique et les enseignant·es en particulier qu'entend ainsi mener ce gouvernement ! L'école est sur le point de basculer dans un autre modèle que celui de l'école publique.

Le ministre Kasbarian a reçu nos fédérations syndicales nationales de la fonction publique ce jeudi 7 novembre pour confirmer toutes ces mesures.

Nos organisations syndicales SNES-FSU Crétel, SUI-FSU Crétel, CGT Educ'action Crétel, SNFOLC Crétel, SNETAA-FO Crétel, UNSA Education Crétel et SUD Education Crétel considèrent, sur la lancée de l'alerte sociale unitaire lancée le 14 octobre, que l'heure est maintenant à la préparation de la grève la plus large possible, à tous les niveaux, de la grève pour imposer le retrait de ces mesures de destruction de l'École et des droits des personnels.

Nos fédérations syndicales nationales doivent se rencontrer le mardi 12 novembre pour décider d'initiatives.

Sans attendre, nos organisations syndicales académiques appellent toutes et tous les collègues à organiser des assemblées générales intersyndicales dans leurs établissements pour préparer la grève.

Nous décidons de nous revoir après la rencontre des fédérations nationales pour faire le point.